



ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**Réponses aux
demandes de renseignements généraux
et aux
demandes de renseignements particuliers**

Juin 2014

*Commission
de la fonction
publique*

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**Demandes de renseignements particuliers
du deuxième groupe d'opposition**

Juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS 2^E GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 1
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer :

- la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Aucun conseil d'administration

*Commission
de la fonction
publique*

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

Demandes de renseignements généraux

Juin 2014

Études des crédits 2014-2015
Demande de renseignements généraux

TABLE DES MATIERES

1. Voyages hors Québec
2. Voyages en avion – Conseils des ministres et cabinets
3. Publicité, articles promotionnels et commandites
4. Conférences de presse, événements
5. Formation en communication
6. Formation en communication – Personnel politique
7. Contrats
8. Appels d’offres publics
9. Autorisation art. 17, Loi sur les contrats
10. Contrats cabinet
11. Consultants externes
12. Développements informatique >100 000 \$
13. Dépenses divers
14. Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électriques
15.
 - a. Minorités visibles 35 ans et plus
 - b. Minorités visibles 35 ans et plus
 - c. Jours de maladie
 - d. Réserve de maladie
 - e. Heures supplémentaires
 - f. Jours de vacances
 - g. Réserves de jours de vacances
 - h. Plaintes harcèlement psychologique
 - i. Personnel double rémunération
 - j. Effectifs par catégorie d’emploi et par territoire
 - k. Effectifs complexité
 - l. Effectifs traitement supérieur
 - m. Postes par catégorie d’emploi
 - n. Effectifs 5 prochains exercices
16.
 - a. Départ à la retraite
 - b. Remplacement selon PGRH

c. Départs à la retraite prévus

d. Retraités à contrat

- 17.** Baux SQL
- 18.** Aménagement cabinet
- 19.** Membres du cabinet
- 20.** Budget discrétionnaire
- 21.** Personnel hors structure
- 22.** Personnel disponible
- 23.** Occasionnel mis à pied
- 24.** Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs
- 25.** Abonnements
- 26.** Sites Internet
- 27.** Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs
- 28.** Tournées ministérielles
- 29.** Demandes d'accès à l'information
- 30.** Mandats membres conseil des ministres
- 31.** Ententes gouvernement fédéral et provinces
- 32.** Crédits périmés et gel de crédits
- 33.** Revenus autonomes et tarification
- 34.** Plan de réduction
- 35.** Transferts du gouvernement fédéral
- 36.** Primes au rendement et bonis
- 37.** Primes de départ
- 38.** Augmentations de salaire
- 39.** Salaires versés sans fonction ou tâche assignée
- 40.** Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement
- 41.** Comités formés par le Conseil exécutif
- 42.** Autorisation art. 17, Loi sur les contrats - délégation
- 43.** Masse salariale
- 44.** Taux d'absentéisme
- 45.** Entente avec des conférences régionales des élus

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 1

Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 : les endroits et dates de départ et de retour; la copie des programmes et rapports de mission; les personnes rencontrées; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.); les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés; la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour; les investissements annoncés, le cas échéant.					
UNITÉ ADMINISTRATIVE :					
ENDROIT	DATE DE DÉPART	DATE DE RETOUR	TITRE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT
Terre-Neuve	2013-09-25	2013-09-27	50 ^e Conférence des commissaires des fonctions publiques	Présidents et commissaires des fonctions publiques du fédéral, des provinces et des territoires	Transport : 835,25 \$ Voyage : 474,65 \$
Ottawa	2014-01-30	2014-01-31	Rencontre avec les représentants de la Commission de la fonction publique du Canada et du Tribunal de la dotation de la fonction publique en vue d'établir des relations et d'échanger sur les pratiques en matière de vérification, d'enquête et de médiation.	Président du Tribunal de la dotation de la fonction publique du Canada et présidente de la Commission de la fonction publique du Canada	Transport : 348,30 \$ Voyage : 1 030,30 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 2

Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère au Québec par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014: l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; les coûts ventilés; le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Aucun voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère n'a été effectué au Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015; les noms des firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Aucune dépense de publicité.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère ou l'organisme : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; le but visé par chaque dépense; le nombre total d'événements ventilé par type d'événement.

Par une firme externe : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; le but visé par chaque dépense; le nombre total d'événements ventilé par type d'événement; le nom du professionnel ou de la firme de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants); les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.

Aucune dépense pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 5

Liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; le but recherché par chaque dépense.

Organisée par une firme externe : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; le nom de la ou des firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); les noms des fournisseurs ou des consultants; le but visé par chaque dépense.

ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE

SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014	NOM DE LA FIRME DE PUBLICITÉ	MODE D'OCTROI	NOM DU FOURNISSEUR	BUT
590.00 \$	s. o.	Gré à gré	Le Groupe Conscientia inc.	Perfectionnement du personnel agissant dans le domaine des communications.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 6

Liste des dépenses en formation de communication : <u>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés</u> : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; le but visé par chaque dépense.				
ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME				
SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014	NOM DE LA FIRME DE PUBLICITÉ	MODE D'OCTROI	NOM DU FOURNISSEUR	BUT
Aucune dépense en formation de communication pour l'exercice financier 2013- 2014				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport du document final); le coût total, y compris les avenants et/ou les suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi de contrat par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI
Ass. des employées et employés du Gouvernement du Québec (AEGQ)	Diffusion dans le journal de l'AEGQ d'une entrevue avec la présidente de la Commission	2 000,00 \$	Entente gouvernementale
Barreau du Québec	Cotisation au Barreau du Québec	1 888,82 \$	Contrat négocié
Bédard, Jean-François	Services-conseils pour la préparation d'un appel d'offres et l'implantation d'un système informatique	5 401,32 \$	Contrat négocié
Bédard, Marie-Dominique	Aménagement de la réception	2 185,00 \$	Contrat négocié
Bédard, Marie-Dominique	Aménagement de la cafétéria	3 276,00 \$	Contrat négocié
Centre de services partagés du Québec	Formations (tenue de concours, méthodologie des enquêtes, droit administratif, etc.)	4 795,00 \$	Entente gouvernementale
Centre de services partagés du Québec	Abonnement annuel aux ententes d'achats de la direction générale des acquisitions	500,00 \$	Entente gouvernementale
Centre de services partagés du Québec	Services de reprographie	1 107,83 \$	Entente gouvernementale
Centre de services partagés du Québec	Services de ressources humaines – Programme d'aide aux employés et opérations gouvernementales de dotation	9 149,04 \$	Entente gouvernementale
Centre de services partagés du Québec	Services de stockage et d'entreposage	2 752,46 \$	Entente gouvernementale
Centre de services partagés du Québec	Services de télécommunication	19 199,56 \$	Entente gouvernementale
Centre de services partagés du Québec	Transport de courrier et de marchandises	5 387,11 \$	Entente gouvernementale
Centre d'ordinateurs S.T.O. inc	Ordinateurs et moniteurs	2 646,39 \$	Contrat négocié
Cohn & Wolfe Montréal	Services-conseils en communication	10 858,38 \$	Contrat négocié

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport du document final); le coût total, y compris les avenants et/ou les suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi de contrat par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI
Commission de la Capitale Nationale de Québec	Réunion et formation du personnel	1 656,00 \$	Contrat négocié
Communication Publi Griffe inc	Conception et reprographie - Rapport annuel et rapports de vérification	19 210,00 \$	Contrat négocié
Communication Publi-Griffe inc.	Conception et reprographie - Rapport de vérification sur les contrats phase II	4 500,00 \$	Contrat négocié
Communication Publi Griffe inc.	Conceptions graphiques	2 400,00 \$	Contrat négocié
Conférence des juges administratifs du Québec	Formation	1 415,00 \$	Contrat négocié
Courrier parlementaire, Le (Publication Mass-Média inc.)	Abonnement électronique - Le Courrier parlementaire	1 950,00 \$	Contrat négocié
Dumais, Hélène	Révision linguistique de divers documents	3 445,00 \$	Contrat négocié
Euromart	Installations d'un système d'éclairage	1 097,10 \$	Contrat négocié
Euromart	Entretien - Salle de repos	1 119,36 \$	Contrat négocié
Ferland, Marc	Services-conseils en gestion	3 843,66 \$	Contrat négocié
Flexfab	Classeurs pour documents	1 677,06 \$	Contrat négocié
Fournitures de bureau Denis	Cartouches d'encre pour imprimantes	3 970,42 \$	Contrat négocié
Fournitures de bureau Denis	Cartouches d'encre pour imprimantes	1 323,98 \$	Contrat négocié
Gestar	Soutien annuel du logiciel Documentik	1 468,95 \$	Contrat négocié
Groupe Hay, Le Ltée	Formation sur les évaluations de poste - Méthode Hay	1 600,00 \$	Contrat négocié
Hypertec Systèmes inc.	Ordinateurs	1 724,07	Entente gouvernementale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport du document final); le coût total, y compris les avenants et/ou les suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi de contrat par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI
Hypertec Systèmes inc.	Ordinateurs	16 195,35 \$	Entente gouvernementale
Jeanrie, Chantal	Formation et services-conseils – Certification des moyens d'évaluation	5 005,00 \$	Contrat négocié
JFLarouche agence de publicité	Services informatiques (site Web)	4 797,50 \$	Contrat négocié
JFLarouche agence de publicité	Services informatiques (site Web)	1 665,00 \$	Contrat négocié
Lemay, Andrée	Services de correction et de révision	4 475,00 \$	Contrat négocié
Lyreco	Papier à photocopieur et imprimante	1 266,00 \$	Entente gouvernementale
Micro-Logic	Tablettes électroniques	2 193,90 \$	Entente gouvernementale
Micro-Logic	Ordinateurs portables	2 340,54 \$	Entente gouvernementale
Musée national des Beaux-Arts du Québec	Location	1 513,00 \$	Contrat négocié
Novaxis Solutions inc.	Abonnement à Citation-Droit du travail	3 875,14 \$	Contrat négocié
Plantéca paysagiste d'intérieur inc.	Services d'entretien de plantes intérieures	1 291,68 \$	Contrat négocié
Poulin, Marc	Commissaire suppléant	2 211,38 \$	Contrat négocié
Randstad Intérim inc.	Services de placement de personnel	11 045,92 \$	Contrat négocié
Ricoh Canada inc.	Location et frais de services d'appareils d'impression	6 797,57 \$	Entente gouvernementale
Roberge, Jean-Paul	Services-conseils pour la préparation et la rédaction d'un avis juridique	3 020,83 \$	Contrat négocié

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport du document final); le coût total, y compris les avenants et/ou les suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi de contrat par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI
S2K Technologies inc.	Services informatiques	1 687,50 \$	Contrat négocié
Sanscartier, Danielle	Formation – Se mobiliser en équipe	2 626,00 \$	Contrat négocié
Société québécoise des infrastructures (SQI)	Loyer bureau de Montréal	5 837,04 \$	Entente gouvernementale
Société québécoise des infrastructures (SQI)	Location de la salle d'audience du palais de justice de Montréal	7 394,40 \$	Entente gouvernementale
Stratégie Organisation et Méthode SOM inc.	Firme de sondage – Satisfaction de la clientèle	12 000,00 \$	Contrat négocié
Steamatic BCQ	Services de nettoyage	3 679,50 \$	Contrat négocié
Technologies Umbrella inc.	Services informatiques divers	1 767,50 \$	Contrat négocié
Technologies Umbrella inc.	Services informatiques – Site internet	7 797,50 \$	Contrat négocié
Tremblay, Danielle	Services-conseils et services de rédactions pour divers mandats	8 400,00 \$	Contrat négocié
Turcotte, Alyne	Rédaction des descriptions d'emploi du personnel	1 320,00 \$	Contrat négocié
Université de Sherbrooke	Formation – Médiation civile et commerciale	1 850,00 \$	Contrat négocié
Université de Sherbrooke	Formation – Médiation civile et commerciale	1 850,00 \$	Contrat négocié
Université Laval	Service de consultation en statistique	1 121,25 \$	Contrat négocié
Wolters Kluwer Québec Ltée	Formation – Revue jurisprudentielle en droit du travail	1 904,00 \$	Contrat négocié
Wolters Kluwer Québec Ltée	Formation – Revue jurisprudentielle en droit du travail	952,00 \$	Contrat négocié

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 8

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions; la grille d'évaluation des soumissions; la justification du choix du soumissionnaire retenu; le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

FOURNISSEUR	MONTANT ACCORDÉ	MOTIF DE LA DEMANDE	MODE D'OCTROI
Aucun appel d'offres public			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 9

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : le nombre d'autorisations; le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; le montant accordé; les motifs de la demande; tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

FOURNISSEUR	MONTANT ACCORDÉ	MOTIFS
Aucun contrat n'a fait l'objet de l'autorisation prévue à l'article 17 de la Loi.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	MONTANT ACCORDÉ	MOTIFS
Voir réponse question 7		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 11

Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : le nom du projet; la nature du projet; l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; les plus récentes évaluations du coût du projet; les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère; indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Aucun projet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes: la photocopie; le mobilier de bureau; l'ameublement; le distributeur d'eau de source; le remboursement des frais de transport; le remboursement des frais d'hébergement; le remboursement des frais de repas; le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : au Québec; à l'extérieur du Québec.

OBJET	COÛT
Photocopie	6 797,57 \$
Mobilier de bureau	13 264,11 \$
Ameublement	3 276,00 \$
Distributeurs d'eau de source	0,00 \$
Remboursement des frais de transport	7 462,73 \$
Remboursement des frais d'hébergement	9 197,08 \$
Remboursement des frais de repas	2 872,56 \$
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0,00 \$
Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
a) Au Québec	15 212,55 \$
b) À l'extérieur du Québec	0,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 14

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie : le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); le nombre de téléavertisseurs utilisés; les coûts d'acquisition des appareils; le coût d'utilisation des appareils; le coût des contrats téléphoniques; les noms des fournisseurs; le nombre de minutes utilisées; les ordinateurs portables.

Nombre de téléphones cellulaires :	5
Nombre de portables et tablettes électroniques :	10
Nombre de téléavertisseurs :	0
Coûts d'acquisition :	4 789,42 \$
Coûts d'utilisation :	870,12 \$
Nom des fournisseurs :	Rogers
Coût des contrats téléphoniques :	1 487,50 \$
Nombre de minutes utilisées :	19 085,30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15A
MINORITÉS VISIBLES 35 ANS ET PLUS

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES				ANGLOPHONES				AUTOCHTONES				35 ANS ET PLUS				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Présidente et commissaires	0		0		0		0		0		0		0		0		1	2,6 %	3	7,9 %	1	2,6 %	3	7,9 %
Cadres	0		0		0		0		0		0		0		0		2	5,3%	1	2,6%	2	5,3%	1	2,6 %
Professionnels	0		0		3	7,9%	0		0		0		0		0		5	13,2%	14	36,8%	7	18,4%	16	42,1%
Techniciens	0		0		0		0		0		0		0		0		0		3	7,9 %	0		3	7,9 %
Personnel de bureau	0		0		0		2	5,3 %	0		0		0		0		0		5	13,2 %	0		5	13,2 %
Ouvriers	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
Total	0		0		3	7,9%	2	5,3 %	0		0		0		0		8	21,0%	26	68,4%	10	26,3%	28	73,7%
																					TOTAL 2013-2014 : 38			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15B
 MINORITÉS VISIBLES 35 ANS ET MOINS

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.																								
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES				ANGLOPHONES				AUTOCHTONES				35 ANS ET MOINS				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Présidente et commissaires	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		1	2,6 %	3	7,9 %
Cadres	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		2	5,3%	1	2,6 %
Professionnels	0		0		0		0		0		0		0		0		2	5,3 %	2	5,3 %	7	18,4%	16	42,1%
Techniciens	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		3	7,9 %
Personnel de bureau	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		5	13,2 %
Ouvriers	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
Total	0		0		0		0		0		0		0		0		2	5,3 %	2	5,3 %	10	26,3%	28	73,7%
																					TOTAL 2013-2014 : 38			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15C
JOURS DE MALADIE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

CADRES	PROFESSIONNELS	PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	OUVRIERS	AUTRES CATÉROGIES
13	113	49	0	1,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15D
RÉSERVE DE CONGÉS DE MALADIE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15E
 HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).							
PROFESSIONNELS 2013-2014				PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS 2013-2014			
PAYÉES		COMPENSÉES		PAYÉES		COMPENSÉES	
NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	MONTANT	NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	MONTANT	NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	MONTANT	NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	MONTANT
96,60	4 883,04 \$	251,43	11 812,55 \$	13,25	446,26 \$	61,00	2 386,47 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
 COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15F
 JOURS DE VACANCES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL 2013	MAI 2013	JUIN 2013	JUILLET 2013	AOÛT 2013	SEPTEMBRE 2013	OCTOBRE 2013	NOVEMBRE 2013	DÉCEMBRE 2013	JANVIER 2014	FÉVRIER 2014	MARS 2014
Cadres	7,0	0	4,0	11,0	36,0	18,0	11,0	0	3,0	3,0	0	0
Professionnels	6,5	20,0	41,5	79,5	109,0	17,5	43,5	50,0	88,5	49,0	49,5	38,5
Personnel de bureau et techniciens	4,0	10,0	13,5	34,0	50,0	15,0	1,0	0,5	5,0	8,0	2,0	0
Autres catégories	13,0	5,0	1,0	12,5	25,0	18,0	1,0	0	4,0	2,0	12,0	0
TOTAL :	30,5	35,0	60	137,0	220,0	68,5	56,5	50,5	100,5	62,0	63,5	38,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15G
RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15H
PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 15i
PERSONNEL DOUBLE RÉMUNÉRATION

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15J
EFFECTIFS PAR CATÉROGIE D'EMPLOI

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2011-2012	2012-2013	2013-2014	
Présidente et commissaires	4	4	4	Québec
Cadres	3	2	3	Québec
Professionnels	22	26	23	Québec
Techniciens	3	3	3	Québec
Personnel de bureau	5	5	5	Québec
	37	40	38	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15K
EFFECTIFS COMPLEXITÉ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Experts	4	7	6
Émérites	1	1	1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15L
EFFECTIFS TRAITEMENT SUPÉRIEUR

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014
	0	0	0
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15M
POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2011-2012	2012-2013	2013-2014	
Présidente et commissaires	4	4	4	Québec
Cadres	3	2	3	Québec
Professionnels	22	26	25	Québec
Techniciens	3	3	3	Québec
Personnel de bureau	5	5	5	Québec
	37	40	40	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15N
EFFECTIFS CINQ PROCHAINS EXERCICES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16A
DÉPARTS À LA RETRAITE

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : a) le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014.	
	NOMBRE
Présidente et commissaires	0
Cadres	0
Professionnels	1
Techniciens	0
Personnel de bureau	0
Aucune indemnité versée.	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16B
REMPLACEMENT SELON PGRH

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

Aucun.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16C
DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées.	
	NOMBRE
Présidente et commissaires	0
Cadres	0
Professionnels	6
Techniciens	0
Personnel de bureau	1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16D
RETRAITÉS À CONTRAT

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Trois personnes retraitées engagées à forfait en 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location; la superficie totale pour chaque local loué; la superficie totale réellement occupée; la superficie inoccupée; le coût de location au mètre carré; le coût total de ladite location; le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; la durée du bail; le propriétaire de l'espace loué; les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.					
Emplacement	Superficie du local loué	Coût total de ladite location	Coûts d'aménagement et/ou rénovation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
800, place D'Youville, Québec	1 185,17 m²	325 139,71 \$	0 \$	1 an	Gestion de la SQI
800, place D'Youville, Québec entrepôt	10,83 m²	1 479,05 \$	0 \$	1 an	Gestion de la SQI
1, rue Notre-Dame Est, Montréal	27,28 m²	5 837,04 \$	0 \$	1 an	Gestion de la SQI

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription pour chacun des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014 et pour 2014-2015, en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Sans objet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 20

Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Sans objet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : le nom de la personne; le poste occupé; le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu); l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucun personnel hors structure.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : le poste initial; le salaire; le poste actuel, s'il y a lieu; la date de la mise en disponibilité; les prévisions pour 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 23

Pour chaque ministère et organismes, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2013-2014.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 24

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : le nom de la personne; le poste occupé et le nom de l'organisme; le salaire de base et les bonis, le cas échéant; l'assignation initiale; l'assignation actuelle; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucun personnel rémunéré affecté à d'autres organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA COMMISSION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement : coût de chacun; le fournisseur; la nature du service; les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison; la réservation de loges; les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

FOURNISSEUR	NATURE DU SERVICE	MONTANT
L'Actualité	Revue L'Actualité	58,90 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Conventions collectives des avocats et notaires et des fonctionnaires, 128: tableau des modifications et index des règlements.	172,85 \$
Courrier parlementaire, Le (Publication Mass-Média inc.)	Abonnement électronique	1 950,00 \$
Le Devoir inc.	Journal Le Devoir	183,04 \$
Les éditions Wilson et Lafleur inc.	Code civil du Québec	63,00 \$
Les éditions Yvon Blais inc.	Guide pratique - Accès à l'information	1 164,40 \$
La Presse Itée	Journal La Presse	245,44 \$
Magazine Premium	Abonnement à la revue Premium	39,00 \$
Messageries Dynamiques	Journal de Québec	171,60 \$
Publications CCH Itée	Accès à l'information et protection des renseignements personnels	1 615,00 \$
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	Azimut	1303,80 \$
Soleil, Le	Journal Le Soleil	180,96 \$
Solutions Novaxis inc.	Cit@tion – Droit du travail en ligne (années 2013-2014 et 2014-2015)	3 875,14 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 26

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.						
SECTEUR :						
NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME AYANT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN, DE MISE À JOUR	COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT)	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE
Commission de la fonction publique du Québec www.cfp.gouv.qc.ca	Le groupe SDI	N/D	2013-2014 :17 564 \$ (incluant la refonte du site)	Le site a été refait en 2013-2014. Critères : Mise à jour et refonte	Le site de la Commission a été mis à jour de façon continue.	Madeleine Poirier

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA COMMISSION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 27

Nominations, depuis le 1er avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: la liste; les mandats; les contrats octroyés pour chaque mandat; le résultat du travail effectué; les échéances prévues; les sommes impliquées.

FOURNISSEUR	OBJET	COÛT
Aucun		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 28

Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Aucune dépense effectuée pour 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 29

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 : les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; le nombre total de demandes reçues; le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; le nombre de demandes ayant été traité hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2013-2014 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 30

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014 : le coût (déplacements, etc.); le nombre de ressources affectées; le nombre de rencontres; le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Sans objet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 31

La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 32

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 33

Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2013-2014 des ministères et organismes.

La Commission de la fonction publique n'a aucun service tarifé.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 34

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014 et les prévisions 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 35

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme reçue en 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 36

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

CATÉGORIE D'EMPLOI	MONTANT
Emplois supérieurs	- \$
Cadres	- \$
CGRH	19 841 \$
Professionnels	7 518 \$
Personnel de bureau et techniciens	5 499 \$
Total 2013-2014	32 858 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 37

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ versée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 38

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2013-2014 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 39

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 40

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Cette question ne semble pas pertinente puisqu'il n'y a pas eu de changement de gouvernement au courant de l'année financière 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 41

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun comité formé

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 42

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : le nombre d'autorisations; le nom du professionnel ou de la firme touché(e); le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; le montant accordé; le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; les motifs de la demande; tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 43

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 44

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Voir la réponse 15C.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 45

Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

Aucune entente signée depuis le 1^{er} avril 2005.